

**AUTORISATION
TEMPORAIRE
D'OCCUPATION
DU DOMAINE
PUBLIC ROUTIER**

**RÉF : N° 2024-044-PB
En date du 15-01-2024
(24-045)**

**CIRCULATION
STATIONNEMENT**

99 RUE GABRIEL PERI

LE 26 JANVIER 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Pamiers,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :
 - Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,
 - Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du maire ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-1 à R411-32 ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1 ;
Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992
Vu l'arrêté de Police Municipale du 15 avril 1976, les arrêtés complémentaires et modificatifs,
Vu l'arrêté municipal du 15.07.2020 portant délégation de signature,
Vu la délibération 4-6 en date du 28.06.2022 traitant des tarifs des services publics communaux
Considérant la demande en date du **15 JANVIER 2024** émanant de monsieur **CHERAFI FELIX** demeurant au 166 chemin du Turet - 09100 les Issards pour le stationnement d'un camion toupie devant, le 99 rue Gabriel Péri, le 26 janvier 2024 de 9 heures à 11 heures
Considérant que le présent arrêté ne concerne que l'occupation du domaine public routier et ne libère pas le pétitionnaire de ses obligations éventuelles envers d'autres services municipaux ou administrations,
Considérant qu'il importe de prendre les mesures de police qui s'imposent afin de garantir la sécurité du personnel intervenants, ainsi que des usagers de la voie publique.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : OBJET

Monsieur **CHERAFI FELIX** est autorisé à faire circuler et stationner un camion toupie sur le domaine public, pour une livraison de béton au **99 rue Gabriel Péri**.

ARTICLE 2 : LA DURÉE

Le pétitionnaire est tenu de réaliser et de terminer la livraison dans la période du **26 janvier 2024 de 9 heures à 11 heures**.

ARTICLE 3 : LA CONFORMITÉ

- Obligation est faite au pétitionnaire de **se conformer strictement à sa demande, aux prescriptions** du présent arrêté ainsi qu'à la stricte affectation du Domaine Public Routier.
- Obligation est faite au pétitionnaire de prendre toutes mesures nécessaires pour que l'exécution et l'exploitation des travaux n'apportent **ni gêne, ni trouble à la circulation et aux autres usagers** du Domaine Public Routier.
- Obligation est faite au pétitionnaire **d'afficher la présente autorisation** à chaque extrémité de la zone d'intervention.
- Obligation est faite au pétitionnaire de **respecter les règles d'hygiène et de salubrité publique** : dépôt d'ordures, dépôt d'engrais, dépôt de déchets verts ... (exemples non exhaustifs) sur la voie publique, **sous peine de se voir appliquer les pénalités et amendes réglementaires**.

En cas échéant il sera demandé au pétitionnaire de présenter une attestation précisant la date et l'heure de **passage du SMECTOM** qui assure l'enlèvement des dépôts.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS

Le pétitionnaire est tenu au strict respect des prescriptions suivantes :
 De respecter les prescriptions techniques, mentionnées dans sa permission de voirie, le cas échéant.
De parfaitement sécuriser le chantier et/ou la zone d'intervention par tous les moyens nécessaires aux moyens de matériels et de sécurité adéquats. Exemple non exhaustif : l'affichage de la mention « piétons passez en face », de l'éclairage, de bandes réfléchissantes, de cônes, de rubalise ... afin que par tous les moyens nécessaire la zone d'intervention soit parfaitement sécurisée et visible de tous les usagers de la voie publique.
De parfaitement signaler le chantier et/ou la zone d'intervention, tant en amont qu'en aval de la zone, aux moyens de matériels et de signalisations adéquats. Exemple non exhaustif : l'affichage de la signalisation et la pré-signalisation de travaux, chantier

ou intervention, les panneaux de chantiers réglementaires, les triangles de signalement, la rubalise ... afin que par tous les moyens la zone d'intervention soit parfaitement signalée à tous les usagers de la voie publique.

- **De respecter les règles de nettoyage et de non-pollution de la voie publique.** Aucun déchet ne doit être évacué dans les canalisations, les égouts, boues de chantier, produits chimiques ... exemples non exhaustifs.

ARTICLE 4.1 : PRESCRIPTIONS DE STATIONNEMENT

- Le stationnement est interdit et considéré comme gênant devant le 99 rue Gabriel Péri.

ARTICLE 4.2: PRESCRIPTIONS DE CIRCULATION

- Une dérogation de tonnage de plus de 15t est accordée au pétitionnaire.
- Le pétitionnaire est autorisé à circuler avec ce type de véhicule et à remonter la rue Gabriel Péri jusqu'au n°99. Pour le retour il suivra le même chemin que pour l'aller.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La présente autorisation d'Occupation du Domaine Public est délivrée à titre payant, conformément à la délibération des tarifs des services publics communaux.

Somme à régler auprès du Trésor Public dès réception de « l'Avis de somme à payer » émis par celui-ci : **15€**.

La fermeture de la rue la demi-journée de 15€.

ARTICLE 6 : SIGNALISATION

La signalisation réglementaire de police est fournie, mise en place, entretenue puis repliée par le pétitionnaire.
La pré-signalisation et la signalisation réglementaire de chantier, mises en place, entretenues puis repliées par le pétitionnaire.

ARTICLE 7 : APPLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, et **Monsieur CHERAFA FELIX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.**

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication dans le recueil des actes de la Commune, soit d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Copie pour application :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,
Monsieur CHERAFA FELIX.

Fait en l'Hôtel de Ville de Pamiers, le 22 janvier deux-mille vingt-quatre.

Pour extrait conforme au registre



Pour le Maire,
Le Maire Adjoint,
Fabrice BOCAHUT.

22/01/2024